

# Histoire de l'OSE – L'identité juive dans les maisons d'après-guerre

## L'identité juive dans les maisons d'enfants d'après-guerre

**Katy Hazan**, extrait des *Orphelins de la Shoah, les maisons de l'espoir 1944-1960*, Paris, édit. Les belles Lettres, 2003

À la fin de l'été 1945, peu de jours après l'explosion de la bombe de Hiroshima, s'ouvre à Zurich, un congrès à propos des enfants victimes de la guerre. Les participants constatent l'urgence d'une intervention internationale pour le convoyage des enfants dispersés dans leur pays d'origine, ainsi que la nécessité de trouver des solutions pour les orphelins. Curieusement il est peu question des enfants juifs mêlés à toutes les victimes de la barbarie nazie. Mais la salle manifeste sa réprobation lorsque des délégués font part de l'intention des communautés juives de prendre en charge et d'élever les enfants dont les parents ont été déportés. Cette prétention était irrecevable car elle correspondait à un racisme à l'envers. Lorsque l'éducateur Isaac Pougatch développe l'idée que ces enfants doivent absolument rester dans leur milieu d'origine parce que leurs parents, ainsi qu'eux-mêmes, avaient été programmés et voués à l'extermination du seul fait d'être né juif, l'incompréhension est à son comble. Il est traité de "nazi" par la salle entière. Ces deux logiques diamétralement opposées servent de toile de fond à l'immédiat après-guerre.

Après la Shoah, la question des enfants revêt une signification toute particulière. Les instances communautaires se mobilisent pour les retrouver mais laissent aux œuvres juives d'assistance le soin de les élever. Cette attitude n'est pas en contradiction avec la politique de l'État, tuteur moral qui délègue ses pouvoirs à des œuvres privées agréées par lui. L'ordonnance d'avril 1945<sup>1</sup> donne un cadre juridique spécifique aux orphelins dont les

---

<sup>1</sup>. Par cette ordonnance, les enfants de nationalité française dont les parents ont été déportés du sol de France sont sous tutelle provisoire de l'Office des Pupilles, mais touchent les mêmes droits que ceux qui sont adoptés.

parents ont été déportés. Conscient de l'hécatombe que le peuple juif a subie, le judaïsme européen considère les enfants comme le bien le plus précieux qu'il n'est pas question d'abandonner. On est frappé par cette même volonté qui transcende les idéologies et que l'on retrouve dans toutes les communautés d'Europe occidentale.

Pourtant, ces collectivités d'enfants juifs en France existaient déjà pour certaines, avant-guerre et pour d'autres ont été des lieux de refuges créés pour les enfants sauvés un à un par les circuits de la résistance juive. Elles sont donc la continuité d'une démarche, qui est en fait un défi puisque les nazis avaient aussi déclaré la guerre aux enfants juifs. Dès 1945, elles se multiplient et sont un formidable défi à la Shoah : défi relevé dans l'unique souci de ne pas laisser les enfants de déportés aux soins de l'Assistance publique, défi humain pour maintenir des enfants juifs, défi de la vie sur la mort, utopie créatrice dans cet après-guerre plus que morose. Défi à l'histoire, mais également défi à l'air du temps qui voulait que ces enfants se fondent dans la communauté nationale au risque de prolonger une situation exceptionnelle.

Qu'est-ce qu'être juif après la Shoah ? Quelle définition donner à l'identité juive ? celle-ci déjà plurielle dans l'entre-deux-guerres et sous l'Occupation est-elle la même après la Shoah ? Quelle éducation donnée à ces milliers d'enfants sans parents ?

Là encore il faut se garder de tout anachronisme, car les questions identitaires ne se posent pas de la même manière dans l'immédiat après-guerre et maintenant. Au sortir de la guerre, les Juifs en France n'aspirent pas à se singulariser, mais plutôt à se fondre. Le franco-judaïsme qui somme toute avait fait ses preuves, retrouve ses lettres de noblesse : citoyen français de confession israélite. Depuis la Révolution française et l'Emancipation, toutes les communautés du judaïsme occidental se sont adaptées à la culture environnante, alors que les Juifs immigrés avaient continué à vivre comme des "nations" au sens médiéval du terme, c'est-à-dire des groupes homogènes ayant une langue et une culture commune : une "nation" sans territoire.

Devenir libres et égaux à condition d'abandonner tout particularisme culturel, telle a été la lente construction du modèle français auquel les Juifs ont adhéré avec enthousiasme. Au XIXe siècle, ils rejettent massivement la notion de peuple juif et la mobilisation en faveur du capitaine Dreyfus les conforte dans l'idée que la voie choisie est la bonne. Cette émancipation politique et économique a favorisé l'émergence d'une classe bourgeoise juive éclairée prospère et a permis la possibilité de belles carrières militaires et administratives, mêmes si elles ne sont pas légion. " Tout aux Juifs en tant qu'homme, rien comme nation ", la formule de Clermont-Tonnerre les plaçait devant un choix difficile mais non impossible tant que l'identité juive restait cantonnée dans la sphère du religieux. Elle devient problématique avec la sécularisation de la société.

A la même époque, le sionisme pénètre en France, non pas massivement comme en Europe centrale, mais de manière significative comme possibilité d'ouverture vers une identité déconnectée du territoire mais rattachée à la centralité de la torah. Dans cette perspective, le sionisme est une idéologie issue de la sécularisation, qui offre une alternative à la religion car elle reconnaît le caractère intrinsèquement national de la torah. Il faut attendre la guerre et l'immédiat après-guerre pour que soit tentée en France une synthèse que l'on pourrait qualifier de "para-sionisme". Enfin, l'affirmation d'une identité sociale et culturelle existe dans le monde yiddishophone émigré en France. Elle n'est pas nouvelle, mais se trouve exacerbée par l'idée que Dieu ne peut exister après la Shoah.

La guerre est terminée, l'heure est à la reconstruction et Vichy une parenthèse, que tout le monde veut refermer. Les gaullistes et les communistes incarnent la vraie France, celle de la résistance nationale où les étrangers ont peu de place même s'il faut travestir l'histoire. Le pays tout entier, qui sort de quatre années d'occupation et d'une guerre civile larvée, puis féroce les derniers mois, se forge de nouvelles images tandis qu'il tente de survivre et de tout reconstruire dans la pénurie et le marché noir persistants. Rien n'est plus révélateur, sinon stupéfiant, que l'absence systématique de toute référence juive après la guerre. Ainsi, la manifestation du 21 juillet 1945,<sup>2</sup> en souvenir de "l'horrible crime commis par les Allemands le 16 juillet 1942", commémore "la séparation des mères et des enfants" ! D'ailleurs les déportés résistants, qui rentrent par petits groupes,

---

<sup>2</sup> Voir le texte du programme en annexe.

donnent le ton : gloire aux combattants qui ont souffert. Les autres, quelques poignées, témoignent sans se faire entendre, pour ensuite se taire, non sans avoir obtenu du ministère Fresnay d'être considérés comme des déportés politiques et non raciaux. Le serment de Buchenwald, rester unis pour témoigner, se perd devant l'impossibilité non pas de parler mais de dire aux enfants, par exemple, que leurs parents sont morts pour rien, que la Shoah est un non-sens absolu.

La communauté juive française, meurtrie, panse ses blessures et cherche à se réinsérer dans la communauté nationale. Son patriotisme est resté intact et les discours officiels sont des louanges aux valeurs éternelles de la République que l'on remercie tous les vendredis soirs à la synagogue de la rue de la Victoire. L'heure n'est pas encore aux bilans, même si des changements se font jour. Le CRIF, représentant tous les Juifs de France, symbolise la solidarité née dans l'adversité. Issu des nécessités de la guerre, on a souvent dit qu'il marquait une véritable rupture en institutionnalisant une communauté de destin vécue dans la Shoah<sup>3</sup>. Cette inscription dans la sphère du politique modifie-t-elle pour autant le modèle intégrateur à la française ?

Les diverses composantes sociologiques et idéologiques des Juifs de France ne disparaissent pas à la Libération. Si les Juifs immigrés se considèrent comme une minorité nationale, les Israélites français continuent à rejeter la notion de "peuple juif". Mais le judaïsme dans sa définition étroite d'adhésion individuelle à une religion n'est-elle pas de fait battue en brèche ? La perception d'un destin collectif amorce-t-elle la remise en question du modèle de l'émancipation à la française ?

L'opposition entre Juifs français et immigrés bien réelle dans les années trente, est beaucoup moins exacerbée qu'il n'y paraît. Il s'agit là aussi de reconstruire l'avenir, de lutter pour récupérer au moins les appartements occupés par ceux qui se disent "locataires de bonne foi", ou les boutiques confisquées par les administrateurs de biens sous Vichy et la misère est grande chez les Juifs étrangers qui ont souvent tout perdu. Enfin les instances consistoriales s'inquiètent des avalanches de changement de noms et des demandes de conversion. Pourquoi rester juif alors que ce mot est synonyme de mort, pourquoi rester juif après des années de matraquage antisémite, pour

---

<sup>3</sup> Le terme de "peuple juif" employé dans le corps du texte fait référence à cette notion. D'ailleurs on commence à voir apparaître ce terme dans certains textes de l'OSE, de même qu'il est employé dans tous les textes sionistes.

quelle fierté alors que tout un peuple a été en partie exterminé ? Comment la question identitaire se pose-t-elle à travers la prise en charge des enfants ?

Car il existe les enfants, le sel de la terre. Dispersés aux quatre coins du pays, ils sont rapidement récupérés et placés, en attendant que les parents reviennent, dans des lieux créés pour eux en fonction des grandes orientations qui ont toujours uni et divisé le peuple juif. Elles sont traditionalistes ou laïques, sionistes ou communistes ou encore bundistes. Elles peuvent être pluralistes ou empreintes de scoutisme. Mais toutes ont le souci de rendre leur identité aux enfants et de les intégrer dans la société française.

Une cinquantaine de maisons pour environ trois mille enfants : l'évaluation n'est pas aisée car les statistiques varient d'une année sur l'autre. L'afflux maximum se situe dans les années 1946-1947, parce que les enfants se déplacent beaucoup d'une maison à l'autre, voire d'une organisation à l'autre, parce que les maisons ont des statuts différents, certaines étant destinées à des enfants en transit, et qu'elles ouvrent et ferment au gré de leur financement. Tous les orphelins n'ont pas été dans les maisons, tant s'en faut et toutes les maisons ne sont pas réservées aux orphelins. La misère et la détresse sont telles, que ces collectivités sont obligées d'assumer des situations familiales très différentes : parents disparus, parents rescapés mais dans l'impossibilité d'assumer la charge d'un ou de plusieurs enfants, père ou mère revenu seul de déportation, incapable physiquement, moralement ou pécuniairement d'élever leur enfant, momentanément pour certains, définitivement pour d'autres, enfin parents remariés. Autant de situations individuelles que la maison devait gérer collectivement.

Ces maisons particulières, qui ne sont ni des orphelinats ni des pensionnats, avec leurs règles, leurs réussites et leurs échecs ont fonctionné pour les enfants de déportés jusqu'à la fin des années cinquante. Le mot lui-même est nouveau et change d'une œuvre à l'autre, tour à tour foyers de déportés et fusillés, homes ou maisons d'enfants, il témoigne de ce qu'il veut transmettre. Ces maisons veulent donner à ces enfants le sentiment d'avoir un foyer, sans se substituer aux parents, en d'autres termes faire que l'enfant s'identifie à la collectivité comme il se serait identifié à sa propre famille.

## Un judaïsme pluriel

Dans cette France d'après-guerre, toutes les associations juives et non juives cherchent à récupérer les enfants qu'elles ont sauvés et cachés sous l'Occupation et qui sont dispersés dans le pays<sup>4</sup>. Même les plus petites d'entre elles veulent rester fidèles à ceux qui sont morts sans sépulture, en créant pour leurs enfants un lieu de vie spécifiquement juif. Chaque association a son projet, en fonction des grandes orientations qui ont toujours uni et divisé le peuple juif : traditionaliste ou laïque, inscrite dans un mouvement politique ou simple œuvre d'assistance. L'orientation est pluraliste à l'OSE implantée en France dès les années trente, en revanche elle est sionisante à l'OPEJ (Œuvre de Protection de l'Enfance Juive) issue de la Résistance spécifiquement juive et rattachée, de même que la Colonie scolaire, à la Fédération des sociétés juives de France représentant les juifs immigrés non communistes.

Ces deux organisations ont fait du sauvetage des enfants leur priorité en les dispersant dans la France profonde ou en organisant des filières de passage, vers la Suisse principalement, mais également vers l'Espagne. Les maisons de l'OSE ouvertes pendant la guerre en Creuse et en Haute-Vienne sont dispersées à partir de 1943 par l'intermédiaire d'un réseau spécialisé dit « réseau Garel »<sup>5</sup>.

En nombre plus limité, les maisons communistes regroupées dans la Commission centrale de l'Enfance (CCE) sont une émanation de l'Union des

---

<sup>4</sup>. On estime à dix mille les enfants sauvés de la déportation par l'intermédiaire d'associations juives et non juives : six mille en zone Sud et quatre mille en zone Nord.

<sup>5</sup>. Du nom de Georges Garel qui l'a mis sur pied. Deux mille cinq cents enfants ont été sauvés par l'OSE dont mille six cent cinquante par ce réseau.

Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) créée en 1943 pour regrouper toutes les activités des juifs communistes, très implantés dans le monde yiddishophone. Les réseaux de la MOI (Main d'Œuvre Immigrée) ont privilégié la lutte armée, tandis que les comités « Solidarité » s'efforçaient de sauver les enfants restés seuls après les grandes rafles de 1942. Ils ont été actifs surtout en zone Nord.

Le petit Cercle amical bundiste revendique également une appartenance politique socialiste, mais se rattache au judaïsme par le biais de la langue et de la culture yiddish. Pour le Renouveau, né dans la mouvance « progressiste » du Mouvement national contre le racisme (MNCR), aucune spécificité juive n'est revendiquée, sinon d'être une maison accueillant des « enfants inadaptés », tous enfants de déportés juifs.

Certaines, comme Moissac, sont animées par les Éclaireurs israélites de France (EIF), seul mouvement de jeunesse qui a acquis ses lettres de noblesse dans la guerre. En effet, financé sous Vichy du fait de son appartenance au scoutisme, il s'est mobilisé dès 1939 et a su transformer le mouvement en une vaste entreprise clandestine au secours des enfants.

En marge de la communauté nationale, les maisons de l'*Alyah* des jeunes, mouvement de l'Agence juive, ont pour fonction de faire transiter des enfants vers la Palestine. Enfin, les maisons orthodoxes multiplient les *yeshivot*.

Au début de l'année 1945, les organisations elles-mêmes communiquent au *Joint* (œuvre d'assistance des juifs américains, principal pourvoyeur de fonds) le chiffre total de six mille neuf cent quatre-vingts enfants susceptibles d'être recueillis par elles. Les vingt-cinq maisons de l'OSE, ouvertes en

1945, sont destinées à accueillir plus de quatre mille cinq cents enfants de trois à dix-huit ans : les trois mille enfants répertoriés à la réouverture des maisons, en 1944, et les mille cinq cents vivant encore dans des familles d'accueil non juives. À cette époque, beaucoup peuvent encore espérer retrouver leurs parents ou des membres de leur famille. Les effectifs réels des maisons sont plus modestes et ne correspondent pas à ces prévisions.

De 1945 à 1948, les maisons battent leur plein, mais une diminution des effectifs s'amorce : fléchissement spectaculaire, de moitié, à l'OSE en 1948, pour arriver à trois cents cinquante en 1952. Ce phénomène s'observe dans toutes les structures, mais la chute est plus brutale à l'OSE du fait du fort pourcentage de grands, destinés à quitter les maisons plus tôt<sup>6</sup>. En 1948, la pagaille de l'immédiat après-guerre résorbée, beaucoup ont retrouvé de la famille sur place ou à l'étranger, ou ont été rendus à leurs parents, et les plus âgés sont partis. Mais surtout, en raison de la création de l'État d'Israël, les subventions du *Joint* américain ont considérablement diminué et sont désormais calculées en fonction de critères plus stricts.

En 1948, l'évolution des effectifs fait apparaître deux grandes organisations, l'OSE et l'OPEJ, dont le profil est semblable et qui interviennent comme œuvres sociales dans une communauté paupérisée, désorganisée et considérablement démunie, ce qui entraîne forcément une gestion et une physionomie particulière des maisons. Ainsi la situation familiale des enfants est très diversifiée : coexistent des orphelins de père et de mère (49% à l'OSE et à l'OPEJ, 71% à la CCE, 72% au Renouveau) et

---

<sup>6</sup>. Les jeunes de quatorze à dix-huit ans représentent 41% de l'ensemble en 1946. Or la majorité des enfants sont émancipés à dix-sept ans.



des enfants ayant un parent, parfois les deux. Pour affiner les statistiques, il faut ajouter que parmi les enfants qui n'ont qu'un parent, pour l'immense majorité c'est le père qui a disparu. L'UJRE et le Cercle amical ont une population plus ciblée, en fonction de critères idéologiques. Le Renouveau et la Colonie scolaire ont des effectifs plus modestes.

La CCE regroupe les foyers des juifs communistes. Mais le nombre total d'enfants, trois cent dix-huit en 1947, chiffre maximum, ne reflète pas son influence et l'idéologie dite progressiste irrigue de larges couches de la population. Cette œuvre fonctionne avec un double secteur relativement compartimenté : les orphelins (71% de l'ensemble) répartis dans six foyers, et les enfants d'immigrés fréquentant les patronages et les colonies. L'écrasante majorité de garçons reste inexplicée (64,3%), la répartition par âge est remarquablement équilibrée avec une proportion notable de grands de plus de quatorze ans (35%), qui doivent donc quitter l'organisation rapidement. La nationalité majoritairement française des enfants (82,5%) montre que la CCE s'adresse à une population immigrée des années trente, venue probablement après la vague de naturalisations de 1927, mais assez ancienne pour que les enfants soient nés en France.

Parmi les petites structures, le Cercle amical bundiste révèle sa spécificité d'œuvre de secours destinée à une population marquée politiquement. À la Libération, beaucoup de femmes restent seules, le mari ayant été déporté. L'organisation les appelle « nos amies de quarante ans ». Pour leurs enfants sont ouvertes deux maisons, ce qui explique que, à l'inverse de la CCE, 70% des enfants ont un parent. Est-ce à dire que les réseaux de sauvetage ont bien fonctionné pour cette catégorie de juifs

immigrés peu nombreuse mais politisée ? L'effectif total relativement important de cent trente-cinq enfants s'explique par la particularité du centre de Brunoy, conçu comme un préventorium pour des enfants malades ou déficients.

Les maisons de la Colonie scolaire, chapeautées par la Fédération, sont peu développées (cinquante-neuf enfants en 1948), car cette organisation a donné la préférence aux placements familiaux, jugés plus économiques et surtout plus proches de l'ambiance familiale. On trouve plus de filles que de garçons et plus de grands que de petits, du fait de l'ouverture d'un foyer spécifique de jeunes filles à La Varenne, ainsi qu'une répartition relativement équilibrée entre enfants complètement orphelins (trente-sept) et les enfants ayant un parent (vingt-deux).

La spécificité du Renouveau se retrouve également dans les chiffres : 72% sont des orphelins. Ce fort regroupement est dû à la volonté de l'équipe dirigeante qui désire continuer l'œuvre du MNCR, mais également mener une expérience pédagogique sous la houlette d'une pédagogue, Madame François, proche d'Henri Wallon. Elle n'a donc en rien vocation d'œuvre sociale à l'intérieur de la communauté juive, mais a offert un véritable foyer à des enfants de déportés juifs. La répartition par sexe est équilibrée, avec une légère majorité de garçons (trente-huit pour trente filles), qui correspond au souci fort louable de regrouper les fratries.

À partir de 1948, la population des maisons se diversifie avec la prise en charge d'enfants d'Afrique du Nord dont les noms apparaissent de plus en plus nombreux sur les listes : autres besoins, autres problèmes. En juin 1949,

l'OSE compte encore douze maisons abritant cinq cent cinquante enfants victimes de guerre dont cent soixante pupilles de la Nation.

Les enfants des maisons savaient pourquoi ils étaient juifs et surtout ne voulaient plus l'être, car être juif était synonyme de mort. Les familles existantes cherchaient à se fondre en changeant de nom : oublier pour vivre. La démarche est massive et concerne surtout des patronymes réputés imprononçables, d'origine polonaise.<sup>7</sup> La principale raison reste l'expérience de la guerre où brusquement le nom devient dangereux car stigmatisé. L'attitude libérale des pouvoirs publics qui y voit un facteur d'intégration est explicitement dictée par le souvenir récent des persécutions.<sup>8</sup> Enfin le Consistoire s'inquiète au point de mettre le sujet à l'ordre du jour de son assemblée générale de 1947. Plus que d'abandonner le judaïsme, la décision de changer de nom procède d'une volonté de se mettre à l'abri et surtout d'oublier. Et la meilleure manière d'oublier, ou du moins de faire semblant d'oublier, est de ne pas parler.

Mais surtout, après avoir frôlé l'anéantissement, le peuple juif doit se laver de l'avilissement. Les Juifs ont besoin d'images de référence positives, les communistes glorifient les héros de la MOI, les sionistes ceux de Palestine, tous commémorent le soulèvement du ghetto de Varsovie. La référence à Trumpeldor, ce héros dont on fit un opéra, joué en France au profit de l'OPEJ,<sup>9</sup> mérite qu'on s'y arrête.

Né à Saint-Pétersbourg, Joseph Trumpeldor se distingue dans la guerre russo-japonaise où il perd un bras et devient, fait rarissime, officier de l'armée tzariste. Frappé par l'état lamentable de la jeunesse juive russe, il part en Palestine en 1910, fonder l'une des premières colonies à Daganiah. Pendant la Première Guerre mondiale, il entre en contact avec les Anglais, fonde et commande la légion palestinienne qui combat aux côtés des Alliés. Il revient en Russie pour aider le nouveau régime et entraîner des petits groupes de partisans juifs. Les Kurdes menaçant les colonies du Nord, il retourne en Palestine et se fait tuer, le 29 février 1920, à Tel-Haï. Ce personnage quasi mythique concentre toutes les qualités de courage moral et

---

<sup>7</sup>"En douze ans de 1945 à 1957, 2150 changements de noms juifs ont été accordés (six fois plus que durant toute la période antérieure, de 1809 à 1939)... Dans la mesure où ces changements s'appliquaient également aux épouses et aux enfants mineurs, cela concernait de 8000 à 10 000 personnes sur une population juive à l'époque estimée à environ 200 000, soit un pourcentage notable de près de 5%". Nicole Lapierre, "le changement de nom", in *Pardès n° spécial*, op. cit., p. 239.

<sup>8</sup> D'ailleurs, la revendication inverse de la génération suivante n'a pas été suivie d'effets car la loi s'y oppose.

<sup>9</sup> Voir en annexe le livret de l'opéra.

permet aux jeunes sionistes de s'identifier à un héros positif, mort les armes à la main. Mieux, cette figure répond à tous les stéréotypes antisémites. Fidèle à sa patrie d'origine, il a su la défendre au mépris de sa vie, c'est un patriote résistant. Généreux, il aide la jeune révolution bolchevique naissante. Mais il n'oublie jamais qu'il est Juif et son objectif principal est de sauver l'âme de toute une jeunesse. Ce qui est d'ailleurs l'objectif de toutes les maisons d'enfants.

## Que transmettre ?

Si toutes les organisations ont la même volonté de maintenir ces enfants dans le judaïsme, le contenu varie en fonction des options de chacun. Opposer une éducation juive laïque et une éducation juive religieuse est simplificateur, mais permet d'opérer un premier clivage. Encore faut-il s'entendre sur le terme de religion, dont le contenu est assez libéral dans cet immédiat après-guerre puisqu'on parle à l'OSE comme aux EI de minimum commun. Jacques Cohn à l'OSE, représentant la tendance religieuse, s'est appliqué à donner au judaïsme un contenu spirituel, tandis que l'OPEJ et l'ensemble du courant sioniste insistent sur un contenu plus national, avec l'apprentissage de l'hébreu et du folklore juif.

Les maisons de la CCE, celles du Bund, le Renouveau revendiquent haut et fort une éducation laïque et *Le Réveil des Jeunes*, organe de la jeunesse socialiste bundiste, dénonce le « danger de la mainmise du clergé juif sur la société ».

## Le minimum OSE<sup>10</sup>

L'OSE est, par sa structure, l'œuvre qui a le plus réfléchi à l'éducation juive. Elle gère vingt-cinq maisons et plusieurs courants la traversent. La diversité des maisons de l'OSE vient de la volonté affirmée de conserver à chaque enfant son individualité, son caractère, tout en contribuant à lui donner son relief<sup>11</sup>. « Notre but principal étant la formation de la personnalité de l'enfant, nous devons faire un choix et attacher profondément les enfants à ce qu'ils entreprennent. (...) Les idées et les conceptions divergentes doivent avoir leur place dans l'éducation que chacun appliquera dans sa maison »<sup>12</sup>.

Cette diversité fait partie intégrante du caractère juif de l'éducation et doit en rester le fil conducteur. Quelle est-elle exactement ? Les textes parlent d'un « minimum OSE », c'est-à-dire l'ambition de donner aux enfants la conscience d'être juif puis de leur laisser la liberté de choix, leur assurer, en la matière, une continuité avec l'ambiance familiale. Cette conscience d'appartenance au judaïsme passe aussi bien par l'étude de la langue des textes anciens, donc de l'hébreu, de l'histoire, de la culture, que par l'instruction religieuse. Mais la situation inédite créée par la Shoah pose cette question identitaire de manière différente. Il ne s'agit plus d'apporter un complément d'éducation à partir de traditions familiales ou locales existantes, mais de susciter une prise de conscience pour des enfants dont le lien à leurs origines a été brisé, et qui se défendent souvent d'être juifs.

---

<sup>10</sup>. Ce terme fait référence au minimum EI établi en 1932 au congrès de Moosch : synthèse entre les différentes tendances autour du respect du shabbat et de la *kashrout*.

<sup>11</sup>. Exposé de R. Job sur les maisons d'enfants, dans le rapport d'activité de 1946.

<sup>12</sup>. E. Jouhy, chef du service pédagogique, en conclusion de la conférence d'avril 1945.

À l'époque, la plus large initiative est laissée aux directeurs, avec comme consigne de parler de la culture juive, de marquer les temps forts des fêtes. Chacun s'est débrouillé suivant ses convictions et surtout sa formation. Lotte Schwarz au Mans détourne la consigne en se contentant de lire des contes russes le vendredi soir, version laïque du shabbat ! Les successeurs de Lotte Schwarz, les Loeb, sont plus religieux et sans doute plus conformes à l'esprit de l'OSE en ce qui concerne la transmission de la culture juive. La fête de *Pourim* (fête des Sorts) considérée comme celle des enfants par excellence, puisqu'elle donne lieu à des déguisements, est dignement célébrée dans toutes les maisons et reste l'un des souvenirs les plus précis des témoins.

Les maisons dites « de stricte observance » ouvertes par l'OSE sont dirigées par des cadres du mouvement traditionaliste *Yeshouroun* fondé, avant la guerre, par des jeunes gens de Strasbourg, dans le dessein « de vivre et de penser un judaïsme intégral ». Le mouvement se sépare du consistoire sur des questions d'orthodoxie religieuse.

Ce sont les maisons de La Mulatière, dans le Rhône, ouverte par Margot Cohn puis dirigée par les Samuel, celle d'Ambloy, transférée à Taverny pour les enfants de Buchenwald, animée par « Niny » Wolf, enfin celle de Versailles à laquelle a été jointe l'école de monitrices.

## **L'éducation progressiste**

Quelle est la dimension juive du projet pédagogique des foyers de la CCE ? Elle n'est pas formulée, mais la CCE, dirigée par des juifs communistes est d'abord une organisation laïque qui donne la priorité à l'insertion des jeunes dans la société. Les questions d'identité ne se posaient pas comme maintenant, elles se vivaient : ces enfants étaient juifs, et les

parents étaient souvent, mais pas toujours, dans la mouvance des juifs communistes. De plus, la quasi-totalité du personnel d'encadrement était, dans l'immédiat après-guerre, de culture yiddish. Mila et Felix Kantor à Aix-les-Bains organisent des cours de yiddish. *Pessah* (la Pâque juive) est célébrée dans les premiers temps d'Andrésey avec des *matses* (pain azyme) et du chocolat au petit déjeuner. La directrice de Livry-Gargan se souvient de la fête de *Pourim* où les enfants étaient déguisés et recevaient des cadeaux. Mais tout le personnel yiddishisant des premières années se disperse très vite. La situation change vers 1947-1949. Pour des raisons soit personnelles soit idéologiques, ces éducateurs partent, certains pour construire le socialisme en Pologne. Ils sont remplacés par des communistes souvent non juifs.

S'adressant à des enfants dont les parents étaient vivants, l'éducation dans les patronages est incontestablement juive, ce qui est beaucoup moins vrai pour les enfants des foyers. Les patronages (neuf à Paris, trois en province, comprenant environ cinq cent enfants) regroupés en 1949 dans l'Association des jeunes bâtisseurs insistent sur les traditions, la littérature et les mélodies juives, apprennent aux enfants des rudiments de yiddish grâce à une méthode éditée par la CCE. Le chœur chante en yiddish dans le film réalisé par la CCE, « *Nous continuons* », les enfants écrivent régulièrement dans la *Naïe Presse* des lettres en yiddish en particulier pour la fête des mères. Enfin, certaines fêtes, en particulier celles directement reliées à l'histoire juive comme *Pourim* ou *Hanoukah* (fête des Lumières) y ont toute leur place.

Comment ce bain culturel juif atteignait-il les enfants des foyers ? Toujours de manière indirecte en fonction du personnel d'encadrement et

suivant la disponibilité des enfants qui, pour la plupart, ne voulaient plus entendre parler du judaïsme et de leur judéité, souvent synonyme de mort. En fait, la situation dépend entièrement de la volonté des directeurs et du courant idéologique, qui a varié entre 1945 et 1955.

Des directives de la direction ont-elles été données dans ce sens ? D'après l'un des bulletins d'information de la CCE<sup>13</sup>, la fête de *Hanoukah* était dignement célébrée. Des cadeaux collectifs étaient envoyés à chaque foyer, des livres pour la bibliothèque d'Andrézy, une imprimerie et un portique pour la culture physique à Livry-Gargan, une machine à relier pour l'atelier de reliure des grands de Montreuil, enfin de la cretonne imprimée pour embellir l'intérieur du foyer d'Arcueil. Les enfants évoquaient par des spectacles cet épisode glorieux de l'histoire juive, « le rattachant à la lutte contre la barbarie nazie, à la naissance de l'État d'Israël et à la lutte pour la paix. Les enfants savent pourquoi ils peuvent être fiers d'être juifs ». Nous sommes en 1949, les juifs communistes tentent encore de garder une ligne spécifique en insistant sur « la fierté d'être juif », ce qu'ils ne pourront plus faire à partir de 1952, date à laquelle, avec le procès Slansky, ils sont sommés de dénoncer les juifs comme des traîtres au socialisme.

Le décalage est donc total entre l'action des éducateurs et l'expérience des jeunes dans les foyers, du moins pour les plus grands : ils ne se souviennent ni d'un quelconque apprentissage du yiddish, ni d'une quelconque adhésion au sionisme, ni de célébration de fêtes juives. En fait, la jeunesse juive communiste ne pouvait avoir un projet d'avenir autonome. Dès 1952, les Cadets sont dissous et intégrés aux cercles de la jeunesse

---

<sup>13</sup>. *Aide à l'enfance*, 4 janvier 1949.



communiste. Quant aux jeunes des foyers, ils suivent ce mouvement d'autant plus facilement que leur histoire est ancrée dans un passé irrémédiablement révolu et tournée vers un idéal messianique supposé être celui de leurs parents.

Tous les enfants se sont reconstruit des parents idéaux. Ils ont imaginé des héros résistants, à l'image de ce que les éducateurs leur renvoyaient en leur parlant des combattants de la MOI. Ces jeunes juifs ont été positivement happés par le communisme et peu d'entre eux renient cet engagement, tout en revenant à l'âge mûr à un certain judaïsme. Ils étaient pour l'heure les enfants de l'UJRE, « ceux qui ne croient pas au Père Noël, mais l'honorent à *Hanoukah* »<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup>. Selon le titre d'un reportage effectué dans toutes les maisons d'enfants par *La Terre Retrouvée*, 15 novembre 1947.